



ALSTOM TRANSPORT

Saint-Ouen, le 31/10/2017

COMMUNIQUÉ

Un protocole d'accord entre Alstom et Siemens a été signé le 26 septembre dernier, avec l'aval du gouvernement. Il prévoit qu'Alstom devienne une filiale du groupe Siemens après apport des activités ferroviaires de Siemens.

Ce protocole d'accord, qui n'a pas été rendu public, prévoit aussi le versement de dividendes spéciaux aux actionnaires à hauteur de 1,8 milliard d'euros au moment de la clôture de la transaction.

En se retirant d'Alstom au profit des actionnaires, l'Etat renie les engagements qu'il avait pris au moment de la vente du secteur énergie d'Alstom à GE, à savoir devenir actionnaire de référence pour garantir le maintien des emplois sur Alstom.

Les « synergies » annoncées avec ce projet de fusion-absorption font peser les plus grandes menaces sur les emplois dans la construction ferroviaire.

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FO Alstom décident d'appeler à la **grève et à un rassemblement national**

le jeudi 30 novembre 11h au ministère de l'économie et des finances à Bercy

pour exiger du gouvernement qu'il prenne les mesures qui s'imposent pour préserver tous les sites Alstom en France, toutes les activités et tous les emplois sur chaque site.

Copie de la lettre adressée au ministre de l'économie et des finances par les délégués syndicaux centraux des quatre organisations syndicales représentatives sur Alstom Transport S.A. :



Saint-Ouen, le 09 octobre 2017

MONSIEUR BRUNO LEMAIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
139 rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Ministre,

Suite à l'annonce relative au projet de fusion des activités ferroviaires des groupes ALSTOM et SIEMENS, nous souhaiterions vous rencontrer rapidement, afin notamment de vous faire part des craintes que suscite pour nous ce projet en terme d'emplois, de compétences et d'implantations industrielles.

Nous souhaiterions également échanger sur toutes les garanties qui pourraient être apportées conjointement par l'Etat et la société Alstom au travers d'engagements écrits, qui pourraient ainsi faire l'objet du comité de suivi que vous proposez de mettre en place.

Enfin, nous vous proposons que cette rencontre soit également l'occasion de tenir le Comité de suivi national du « Plan Belfort » suite au Comité de suivi local qui s'est réuni le 21 septembre dernier.

Il serait pertinent que cette rencontre ait lieu avant le 17 octobre, date qui met un terme à l'accord entre l'Etat et Bouygues pour le prêt des actions Bouygues à l'Etat et l'option d'achat de ces actions par l'Etat.

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre plus haute considération.